

en oeuvre; les rôles et les initiatives des intervenants de l'extérieur. Les deux premières séances ont porté sur les positions des divers gouvernements et sur les principaux litiges dans les conflits divisant l'Amérique centrale; au cours des troisième et quatrième séances, les participants se sont penchés sur les options politiques susceptibles de déboucher sur un règlement.

Afin de situer les discussions de la Table ronde en contexte, nous avons, dans la première partie du rapport, examiné brièvement le processus de paix amorcé par le groupe de Contadora et les initiatives connexes, puis nous avons évalué ce que la continuation de la guerre coûterait; en dernier lieu, nous avons décrit la politique du Canada à l'égard de la région et nous nous sommes interrogés sur la signification et l'importance des mesures propres à accroître la confiance (MPAC).

Tout comme lors de la Table ronde sur les négociations de paix en Amérique centrale, qui a eu lieu les 27 et 28 septembre 1985, on a demandé aux participants de répondre à un jeu de questions qui leur avait été remis avant les séances. La partie II du présent rapport résume les débats, et pour cela, on a axé la rédaction sur les thèmes abordés au lieu de suivre le déroulement réel des débats. Dans le texte, on ne nomme pas les participants, étant donné que les séances ont eu lieu à huis clos. Il convient de se rappeler que la Table ronde s'est tenue avant la signature de l'accord de Guatemala par les chefs d'État centraméricains.

La Table ronde a été parrainée par:

**Canada-Caribbean-Central America Policy Alternatives (CAPA)*, projet mené par le Centre jésuite pour la foi et la justice sociale, qui a bénéficié en cela:

De la coopération:

- *de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI),
- *du Centre de recherche sur l'Amérique latine et les Antilles (CERALA), à l'Université York,
- *du Comité inter-ecclésial des droits de la personne en Amérique latine (ICCHRLA).

Un appui généreux a été fourni par:

- *l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI),
- *le ministère des Affaires extérieures du Canada,
- *l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (OCCDP),
- *le *Loyola Jesuits-University Fund*,
- *l'Église unie du Canada,
- *OXFAM-Canada.